

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 11 FÉVRIER 1910.

Projet de loi d'amnistie (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. CARTON DE WIART.

MESSIEURS,

La stricte application des lois et l'exécution uniforme des décisions judiciaires constituent, pour la société, des garanties essentielles d'ordre et de sécurité.

L'amnistie, qui suspend la force des lois et entrave l'action de la justice, doit donc demeurer une mesure exceptionnelle. Le législateur belge n'en a usé depuis 1831 qu'avec une grande prudence et dans des limites restreintes.

Le projet actuel reproduit, dans leurs dispositions essentielles, la loi du 31 mai 1866, promulguée à l'occasion de l'avènement au trône du roi Léopold II; la loi du 16 août 1880, portée lors du 50^e anniversaire de l'indépendance nationale, et celle du 31 décembre 1900, qui est intervenue à l'occasion du mariage de S. A. R. le Prince Albert de Belgique.

Comme ces lois antérieures, le projet ne vise que des délits purement militaires. On sait que le Code de procédure militaire, décrété le 15 mars 1815, et qui régit encore les poursuites du chef de ces délits, ne fixe aucun terme pour l'exercice de l'action publique. Au contraire, il renferme un ensemble de stipulations d'où la doctrine et la jurisprudence ont déduit que l'action publique ne peut être prescrite à leur égard. De là, les conséquences les plus étranges. En attendant une révision de ce code, l'amnistie se recommande comme le moyen d'adoucir la sévérité de cette législation bientôt centenaire.

Le projet de loi étend l'amnistie à la vente, la mise en gage et la non-reproduction d'objets d'équipement, d'habillement ou d'armement lorsque ces délits ont accompagné la désertion.

(1) Projet de loi, n° 66.

(2) La Commission, présidée par M. Snoy, était composée de MM. Carton de Wiart, Mansart, Monville, Pirmez.

S'il est muet pour les autres délits militaires, il faut reconnaître qu'il serait malaisé d'établir ici une règle générale, étant données la gravité exceptionnelle de certains délits militaires et la difficulté de rencontrer tous ceux qui pourraient avoir été commis.

Au surplus, en ce qui concerne ces délits, des remises de peines ont déjà été accordées à l'occasion de l'avènement au trône de S. M. le Roi Albert. Nous exprimons le vœu que tous les cas individuels qui seraient encore signalés fassent l'objet d'un bienveillant examen.

Le projet de loi a été accueilli avec faveur par votre Commission, qui a été heureuse de s'associer à la pensée de marquer par cette mesure de clémence l'inauguration du nouveau règne. Toutefois, elle a cru nécessaire de demander des renseignements au Gouvernement au sujet de quelques-unes des dispositions du projet.

*
* *

L'article 1^{er}, qui détermine la portée générale de la loi, emploie les expressions de « réfractaires » et de « retardataires ».

Ces expressions doivent s'entendre dans le sens qui leur a été donné par le Gouvernement en réponse à une question de la section centrale de 1900 :

« Est réputé *réfractaire* celui qui n'a pas été inscrit pour le tirage au sort dans les délais déterminés par la loi (articles 11, 12 et 16 de la loi sur la milice).

Est *retardataire* celui qui, appelé à faire partie du contingent, n'obtempère pas à l'ordre de se présenter à l'incorporation qu'il reçoit du Gouvernement de sa province (art. 81 et 97 de la loi sur la milice). »

L'article 2 indique quels sont ceux qui bénéficieront de *l'amnistie de droit*:

1^o Les volontaires de carrière (ancien régime) qui n'ont pas substitué à leur engagement primitif un engagement pour un terme de milice, conformément aux dispositions transitoires relatives aux volontaires de carrière contenues au chapitre VIII de la loi du 21 mars 1902 et qui ont atteint l'âge de trente ans révolus, ou qui, antérieurement au 1^{er} octobre 1901, ont été réputés déserteurs. Toutefois, ceux d'entre eux qui ont été déclarés réfractaires ou retardataires ou qui ont été incorporés sur pièces comme miliciens se verront éventuellement appliquer les dispositions de la présente loi visant les militaires de ces catégories;

2^o Les réfractaires et les retardataires qui ont atteint l'âge de 33 révolus ;

3^o Les militaires des différentes catégories qui font partie des contingents de milice de 1896 et des années antérieures.

Tous ces intéressés sont de droit amnistiés, sans aucune formalité préalable de leur part et sans autre obligation de service ultérieure que celle que prévoit l'article 3 de la loi de milice pour certaines catégories de militaires. Cet article 3 vise le droit du Roi de rappeler à l'activité tel nombre de classes congédiées qu'il juge utile, « en cas de guerre ou lorsque le territoire est menacé ».

Votre Commission a voulu s'enquérir de la façon dont l'âge de 30 et de 33 ans, prévu à l'article 2, sera supputé pour l'application de l'amnistie.

QUESTION.

« L'âge de 30 et 33 ans, prévu à l'article 2, doit-il être supputé en prenant pour base la date de la mise en vigueur de la loi, ou l'expiration des délais prévus à l'article 5? »

RÉPONSE.

« La loi du 31 décembre 1900 portait le même texte qui n'a jamais donné lieu à interprétation. Il est entendu d'ailleurs que l'âge de 30 ou 33 ans, prévu à l'article 2, doit être atteint au moment où l'homme peut être admis au bénéfice de la loi d'amnistie.

Ce point est d'ailleurs précisé dans l'instruction réglant l'application de la loi. »

D'autre part, en ce qui concerne l'alinéa final de l'article 2, votre Commission s'est demandé s'il n'y avait pas lieu de tenir compte de la situation spéciale de la classe de 1897.

Les militaires faisant partie de ce contingent seront congédiés au 30 septembre 1910, c'est-à-dire avant l'expiration du délai dans lequel de nombreux déserteurs pourront encore faire leur soumission. N'est-il pas excessif de subordonner pour eux l'amnistie à des obligations de service ?

Interrogé à ce sujet, M. le Ministre de la Guerre a adressé au rapporteur de la Commission la lettre que voici :

Bruxelles, le 9 février 1910.

A Monsieur Carton de Wiart, Membre de la Chambre des représentants.

« MONSIEUR LE REPRÉSENTANT,

» Vous m'avez demandé, par lettre rappelée en marge, s'il ne conviendrait pas d'amnistier de droit les militaires en désertion appartenant au contingent de 1897 ou y rattachés.

» J'ai l'honneur de vous faire savoir, Monsieur le Représentant, que si le projet de loi d'amnistie limite au contingent de 1896 le bénéfice de l'amnistie de droit, c'est que cette classe de milice est congédiée depuis le 30 septembre dernier.

» Toutefois, considérant que depuis l'époque où la loi d'amnistie sera promulguée jusqu'à la date où le contingent de 1897 sera congédié, il n'y aura plus qu'environ six mois à courir, période équivalente au délai accordé aux déserteurs résidant dans un pays limitrophe de la Belgique pour faire leur soumission, je ne verrai pas d'inconvénient à ce que, par voie d'amendement, l'amnistie de droit (sans formalité de leur part) soit acquise aux militaires appartenant ou rattachés au contingent de 1897.

» Des mesures administratives régleraient le congédiement des militaires de cette classe qui bénéficieraient de l'amnistie.

» Agréez, Monsieur le Représentant, l'assurance de ma considération distinguée.

» *Le Ministre de la Guerre,*

» J. HELLEBAUT. »

Votre Commission a été heureuse de prendre acte de cette réponse. Elle n'hésite donc pas à vous proposer de modifier en ce sens, par voie d'amendement, la disposition finale de l'article 2.

* * *

Les articles 3, 4 et 5 visent les déclarations de soumission à faire par les intéressés qui ne seront pas amnistiés de plein droit. Les principales difficultés d'application auxquelles ces formalités pourraient donner lieu ont été rencontrées et résolues, à l'occasion de l'élaboration et de la discussion de la loi de 1900.

L'article 6 dispose :

1° Que les réfractaires et les retardataires autres que ceux visés à l'article 2 devront accomplir leur terme de service actif et seront assimilés aux miliciens sous le rapport des congés ;

2° Que les déserteurs autres que ceux visés au même article 2, continueront leur terme de service actif ou le reprendront au point auquel il a été interrompu, et seront ensuite traités comme les hommes du contingent dont ils font partie ou auquel ils sont attachés.

Toutefois, des exceptions sont prévues au profit :

1° Des volontaires de carrière (ancien régime) mariés ou veufs avec enfant, si leur terme d'engagement est expiré, sans défalcation de la période d'absence ;

2° Des militaires appartenant ou rattachés à un contingent de milice qui a accompli dans l'armée active les huit années de service prescrites par l'article 2 de la loi de milice.

Ces intéressés, dit le projet, ne pourront être retenus au service actif.

En principe, ces exceptions se justifient aisément.

Votre Commission s'est même demandé si elles ne pourraient être élargies. C'est ainsi que votre Commission des pétitions a été saisie d'une requête d'un sieur X..., né le 16 août 1881 et qui, ayant contracté un engagement volontaire à la sortie de l'école des pupilles, puis ayant déserté le 28 décembre 1897, se trouverait obligé, dit-il, de servir encore pendant six ans pour pouvoir bénéficier de l'amnistie, — et cela bien qu'il soit marié et père de famille.

QUESTION.

« Aux termes de l'article 6, alinéa 4 du projet, un volontaire marié, en désertion depuis 1897, pourrait-il devoir servir encore pendant six ans avant d'obtenir le bénéfice de l'amnistie ? »

RÉPONSE.

« C'est une erreur ; le volontaire en question ayant substitué à son engagement primitif un engagement pour un terme de milice prenant cours le 1^{er} octobre 1899, appartient à un contingent versé dans la réserve.

Partant, il lui sera fait application de l'article 6, 2^o, de la loi en projet.

Mais, n'eût-il pas substitué et fût-il resté volontaire de l'ancien régime, qu'il eût été dégagé de toute obligation de service actif.

En effet, étant marié et engagé en 1897, le terme de huit années de son engagement initial serait expiré, l'absence n'étant pas défalquée dans ce cas.

Le texte « sans défalcation de la période d'absence » est la reproduction textuelle du texte des lois du 21 juillet 1890 (4) et du 31 décembre 1900 (6).

Les instructions du Département de la guerre tracent d'ailleurs des règles précises pour l'application des diverses dispositions de la loi. »

Nous croyons toutefois que la rédaction de l'alinéa 4, visant l'exception au profit des volontaires de carrière qui sont mariés ou veufs avec enfant, pourrait être améliorée. Les mots : « sans défalcation de la période d'absence », pourraient donner lieu à des difficultés d'interprétation de la part des intéressés. Nous proposons une autre rédaction, par voie d'amendement.

Votre Commission s'est préoccupée aussi d'une autre situation qui paraît spécialement digne d'intérêt. C'est celle des déserteurs belges qui auraient pris du service dans une armée étrangère.

La situation de ces déserteurs a fait l'objet de la lettre que voici, adressée au rapporteur de votre Commission par M. le Ministre de la Guerre.

Bruxelles, le 5 février 1910.

A M. Carton de Wiart, membre de la Chambre des représentants.

« MONSIEUR LE REPRÉSENTANT,

» Vous m'avez demandé si l'application des dispositions du projet de loi d'amnistie, qui subordonnent le bénéfice de l'impunité à l'obligation, pour certains déserteurs, de parfaire leur terme de service actif, n'est pas de nature à créer des difficultés aux délinquants qui ont pris du service militaire dans une autre puissance, notamment à la Légion étrangère, et qui, pour se mettre en règle vis-à-vis de notre pays, devraient, selon vous, abandonner illégalement le corps étranger où ils se sont enrôlés.

» J'ai l'honneur de vous faire savoir, Monsieur le Représentant, que les déserteurs se trouvant dans cette situation spéciale et qui feront leur soumission dans les délais prescrits, seront, comme lors de l'application de la loi du 31 décembre 1900, admis au bénéfice de l'amnistie, sous réserve de reprendre éventuellement leur service actif au point où ils l'ont interrompu, trois mois, au plus tard, après l'expiration de leur engagement en cours dans un corps étranger.

» De nombreux cas de l'espèce se sont présentés à l'occasion de la dernière

loi d'amnistie, et c'est dans le sens ci-dessus indiqué qu'il a été statué sur la situation de tous les intéressés.

» Agréez, Monsieur le Représentant, l'assurance de ma considération distinguée.

» *Le Ministre de la Guerre,*

» J. HELLEBAUT. »

La lettre ministérielle laisse subsister toutefois une difficulté sur laquelle des explications nous ont paru être désirables.

Le cas nous a été signalé de déserteurs belges qui ont pris du service à l'étranger, et qui éprouveraient un grave préjudice à devoir rentrer en Belgique à l'expiration de leur engagement en cours dans un corps étranger. Ils devraient renoncer de ce chef à la perspective de faire carrière dans une armée étrangère, où certains d'entre eux ont obtenu des grades.

Interrogé à ce sujet, M. le Ministre de la Guerre a bien voulu nous faire tenir une note subsidiaire ainsi conçue :

« En disant que le déserteur au service d'un pays étranger et qui a fait sa soumission dans les délais prescrits sera admis au bénéfice de la loi d'amnistie s'il rejoint son corps trois mois après l'expiration de son engagement à l'étranger, on a entendu dire trois mois après l'expiration de ses obligations de service militaire à l'étranger, *quelle qu'en soit la nature.*

Il va de soi que si la classe de milice à laquelle appartient un déserteur, au service d'un pays étranger, est versée dans la réserve dans les trois mois qui suivent la libération de l'intéressé de son service à l'étranger, il ne sera plus tenu de rentrer à son corps.

Ce serait le même cas pour un volontaire de l'ancien régime qui atteindra l'âge de trente ans au cours des trois mois suivant sa libération de service à l'étranger.

Quant aux retardataires et aux réfractaires, le texte de la loi qui les concerne est la reproduction du 2° de l'article 2 de la loi du 31 décembre 1900.

Les individus de ces catégories ne sont plus tenus à du service actif s'ils atteignent l'âge de trente-trois ans avant l'expiration des délais visés à l'article 5.

C'est en ce sens que la loi de 1900 a été appliquée et que le sera la loi nouvelle.

Les instructions d'application contiendront des prescriptions précises à cet égard. »

Votre Commission estime qu'il serait utile que cette exception fit l'objet d'une disposition expresse qu'elle propose d'ajouter au projet par voie d'amendement à l'article 6. Cette disposition évitera qu'on puisse opposer à ces intéressés la déchéance du bénéfice de l'amnistie. En tous cas, elle aura le résultat utile de faire connaître aux intéressés quelle est leur situation vis-à-vis de la loi.

*
* *

Les articles 7, 8 et 9 n'ont donné lieu à aucune observation.

A l'article 10, votre Commission s'est demandé s'il ne convenait pas de viser l'article 13 du Code pénal militaire.

QUESTION.

« Ne faudrait-il pas introduire dans l'article 10, après les mots « de l'article 99 de la loi sur la milice », les mots « et de l'article 13 du Code pénal militaire » ? »

RÉPONSE.

« L'article 13 du Code pénal militaire vise exclusivement les prolongations de service résultant de condamnations prononcées en vertu de ce code, tandis que l'article 99 de la loi sur la milice — laquelle est d'ailleurs postérieure au code susvisé — est rédigé dans des termes généraux, visant aussi bien les condamnations prononcées par le Code pénal militaire que par le Code pénal ordinaire.

Il semble qu'il y aurait superfétation à citer dans la loi d'amnistie l'article 13 du Code pénal militaire. »

Une autre question a surgi, à l'occasion de l'examen de l'article 10.

QUESTION.

« Ne pourrait-il résulter de l'application littérale de l'article 10 que des militaires actuellement détenus préventivement et qui, par l'application de l'article 10, cesseraient de faire partie de l'armée et seraient renvoyés devant les tribunaux ordinaires, seraient privés du droit de réclamer, en cas de condamnation, le bénéfice de la détention préventive qu'ils ont subie ? »

RÉPONSE.

« L'article 10 n'a d'autre portée que de verser dans la réserve (après 8 ans) ou de congédier (après 13 ans), en même temps que leur classe de milice, les militaires qui ont été condamnés pour un délit autre que la désertion ou qui, actuellement en prévention pour un de ces délits, seraient condamnés ultérieurement. Mais la disposition ne peut influencer ni sur l'accomplissement du terme de service actif exigé des militaires par les articles 83 ou 100 de la loi, ni sur l'accomplissement de la peine éventuelle, la mesure de clémence que consacre l'article 10 ne pouvant, en tout état de cause, être appliquée qu'après le *prononcé de la condamnation*. — Donc un tribunal compétent ne pourra être dessaisi d'une affaire dont il a eu à connaître.

En résumé, l'article 10 n'a d'autre but que de ne pas prolonger la durée du service dans l'armée active (8 ans) ou dans la réserve (13 ans) des hommes condamnés pour un délit moins grave que la désertion, alors que les déserteurs amnistiés seront versés dans la réserve ou congédiés en même temps que les hommes de leur contingent. »

Il résulte de cette réponse que les condamnés ou les prévenus, visés par l'article 10, seront exonérés de la prolongation de service qui résulterait normalement de la période de détention qu'ils ont subie.

L'article 11 apparaît comme une conséquence logique de la loi du 14 décembre 1909 en subordonnant l'exemption ou l'exonération dont pourraient se prévaloir les frères d'un réfractaire, retardataire ou déserteur, à la condition que les individus amnistiés aient accompli ou consentent à accomplir le terme de service actif prévu aux articles 85 ou 100 de la loi sur la milice. Quant à ceux que la loi d'amnistie dispense du service actif, ils exonèrent leurs frères purement et simplement.

Votre Commission a demandé au Gouvernement s'il n'y avait pas lieu de supprimer, comme inutile, l'article 12 du projet.

RÉPONSE.

« Cette disposition est reproduite des lois antérieures de 1880 (art. 3), de 1890 (art. 5) et de 1900 (art. 8).

Elle paraît nécessaire, parce qu'elle marque d'une façon précise en son secundo, qu'après l'expiration des délais accordés pour faire leur soumission, les déserteurs qui doivent reprendre du service *actif*, auront un nouveau délai de trois mois pour satisfaire à cette obligation. »

Votre commission s'est ralliée à ces raisons. Toutefois, il est inexact de dire que ceux qui n'auront pas rempli les conditions auxquelles l'amnistie est subordonnée « *perdront* le bénéfice de la présente loi ». En réalité, ils n'auront jamais recueilli ce bénéfice. C'est pourquoi nous proposons de modifier l'alinéa premier.

Les articles 13 et 14 ont été adoptés sans observation.

Sous réserve des quatre amendements que nous croyons avoir justifiés au cours de ce rapport, votre Commission a l'honneur, Messieurs, de vous proposer l'adoption du projet d'amnistie en sollicitant de votre part un prompt examen.

Le Rapporteur,

H. CARTON DE WIART.

Le Président,

B^{on} G. SNOY.



Amendements présentés par
la Commission

ART. 2.

Rédiger ainsi l'alinéa final :

3° Les militaires des différentes catégories qui font partie des contingents de milice de 1897 et des années antérieures.

ART. 6.

I. — Rédiger ainsi l'alinéa 4 :

1° Les volontaires de carrière (ancien régime), mariés ou veufs avec enfant, si le terme *pour lequel ils se sont engagés* est expiré, sans qu'il y ait lieu de tenir compte de la durée de leur présence ou de leur absence au corps.

II. — Ajouter un alinéa final ainsi rédigé :

Les réfractaires, retardataires et déserteurs au service d'un pays étranger et qui feront leur soumission dans les délais prescrits, seront admis au bénéfice de la loi d'amnistie. Toutefois, ils devront rejoindre leur corps trois mois au plus tard après l'expiration de leurs obligations de service militaire à l'étranger, quelle qu'en soit la nature.

ART. 12.

Rédiger ainsi l'alinéa 1 :

Ne seront pas admis au bénéfice de la présente loi :

Amendementen, door de Commissie
voorgesteld.

ART. 2.

De slotalinea aldus te doen luiden :

3° Aan de militairen der onderscheidene categorieën deel uitmakende van de contingenten van 1897 en vroegere jaren.

ART. 6.

I. Het 4° lid aldus te doen luiden :

1° De vrijwilligers van beroep (oud stelsel), die gehuwd zijn of weduwnaar met kind, indien de termijn, voor welken zij dienst namen, is afgelopen, zonder dat het noodig zij den duur van hunne aanwezigheid of van hunne afwezigheid bij het korps in aanmerking te nemen.

II. De volgende slotalinea toe te voegen :

De wederspannigen, de achterblijvers en de deserteurs, die in dienst zijn van een vreemd land en die zich onderwerpen binnen den bepaalden termijn, genieten de weldaad der amnestiewet. Zij moeten echter hun korps vervoegen uiterlijk drie maanden na afloop van hunne verbintenis van militairen dienst in den vreemde, van welken aard ook deze moge zijn. »

ART. 12.

Het 1^{ste} lid aldus te doen luiden :

Worden niet toegelaten tot de weldaden van deze wet :

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 11 FEBRUARI 1910.

Wetsontwerp tot verleening van amnestie (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER CARTON DE WIART.

MIJNE HEEREN,

De strenge toepassing der wetten en de onveranderlijke wijze van uitvoering der rechterlijke beslissingen zijn voor de maatschappij de hoogste waarborg van orde en veiligheid.

De amnestie, die de kracht der wetten opschorst en het gerecht in zijnen gang stuit, moet dus een uitzonderlijke maatregel blijven. De Belgische wetgever trof dien maatregel, sedert 1851, slechts met de grootste omzichtigheid en binnen zeer beperkte grenzen.

Het huidige ontwerp herhaalt, in de hoofdbepalingen, de wet van 31 Mei 1866, uitgevaardigd bij de troonsbeklimming van Koning Leopold II; de wet van 16 Augustus 1880, ter gelegenheid der 50^{ste} verjaring van 's Lands onafhankelijkheid, en de wet van 51 December 1900, ter gelegenheid van het huwelijk van Zijne Koninklijke Hoogheid Prins Albert van België.

Evenals die vorige wetten doelt het ontwerp slechts op zuiver militaire delicten. Men weet dat het Wetboek van Militaire Strafvordering van 15 Maart 1815, dat thans nog de rechtsvervolging zegelt tegen de plegers van deze delicten, geenen termijn bepaalt voor de rechtsvervolging. Het bevat integendeel een stel van bepalingen, waarvan de rechtsleer en de rechtspraak afleiden dat de openbare rechtsvordering tegen deze misdrijven niet verjaart. Daaruit vloeien de meest zonderlinge gevolgen. In afwachting van eene herziening van dat wetboek, blijft de amnestie een aanbevolen middel om de strengheid dezer bijna honderdjarige wetgeving te verzachten.

(1) Wetsontwerp, n^r 66.

(2) De Commissie was samengesteld uit de heeren Snoy, voorzitter, Carton de Wiart, Mansart, Monville, Pirmez.

Het wetsontwerp breidt de amnestie uit tot den verkoop, de verpanding, het niet-inbrengen van voorwerpen dienende tot uitrusting, kleeding of bewapening, wanneer deze misdrijven met desertie samengingen.

Zoo het niet spreekt van de overige militaire delicten, dan moet men be-
kennen dat het moeilijk zou vallen hier een algemeenen regel te bepalen,
gezien de buitengewone zwaarwichtigheid van zekere militaire delicten en
de moeilijkheid om te gewagen van al diegene welke zouden kunnen ge-
pleegd zijn.

Overigens, wat betreft de delicten, werd kwijtschelding van straf toege-
staan ter gelegenheid der troonsbeklimming van Z. M. Koning Albert. Wij
drukken den wensch uit dat al de individueele gevallen, waarop nog zou
gewezen worden, met welwillendheid zouden worden onderzocht.

Het wetsontwerp werd door uwe Commissie gunstig onthaald; zij was
gelukkig de meening te deelen van Hem die met een genadebetoon eene
nieuwe regeering wilde inhuldigen. Zij heeft echter noodig geacht, de Re-
geering om inlichting te vragen over enkele bepalingen van het wets-
ontwerp.

*
* *
*

Artikel 1, dat de algemeene gedachte der wet omschrijft, bevat de uit-
drukkingen «wederspanningen» en «achterblijvers».

Aan die uitdrukkingen moet de beteekenis toegekend worden, die hun
door de Regeering werd gegeven in antwoord op een vraag der Middenaf-
deeling van 1900 :

« Wordt als *wederspannige* beschouwd, hij die, binnen den door de wet
voorschreven termijn, niet opgeschreven werd voor de loting. (Art. 11, 12
en 16 der militiewet.)

» *Achterblijver* is hij, die, geroepen om deel uit te maken van het contin-
gent, niet gehoorzaamt aan het bevel dat hij van het bestuur zijner pro-
vincie krijgt om bij de inlijving te verschijnen. (Art. 81 en 97 der militie-
wet.) »

Artikel 2 geeft diegenen op, aan wien van *rechtswege amnestie* verleend
wordt :

1° Aan de vrijwilligers van beroep (oud stelsel), die hunne oorspronkelijke
dienstverbintenis niet vervangen hebben door eene dienstneming voor
eeneen militietermijn, overeenkomstig de overgangsbepalingen aangaande
de vrijwilligers van beroep vermeld bij hoofdstuk VIII der wet van 21 Maart
1902, en die den ouderdom van volle dertig jaar hebben bereikt of die,
vóór 1 October 1901, deserteurs verklaard geweest zijn. Echter zullen
diegenen hunner die verklaard werden wederspanningen of achterblijvers te
zijn, of die als dienstplichtigen op stukken werden ingelijfd, wanneer het
voeg geeft, onder de toepassing vallen van de bepalingen dezer wet welke
de zoodanige militairen betreffen ;

2° Aan de wederspanningen en achterblijvers die den ouderdom van volle
33 jaren bereikt hebben ;

3° Aan militairen der onderscheidene categorieën deel uitmakende van
de militiecontingenten van 1897 en vroegere jaren.

Aan al die betrokkenen wordt van rechtswege verleend algemeene kwijtschelding zonder dat zij eenige voorafgaande formaliteit te vervullen hebben, of dat hun een andere verplichting tot verderen dienst opgelegd wordt dan deze voorzien bij artikel 3 der wet op de militie voor zekere klassen van militairen. Dit artikel 3 doelt op het recht van den Koning om, « ingeval van oorlog of wanneer het grondgebied bedreigd wordt », tot den werkelijken dienst terug te roepen zooveel met verlof gezonden klassen als hij noodig acht.

Uwe Commissie wilde graag weten hoe de leeftijd van 30 en 33 jaar, voorzien bij artikel 2, zal worden berekend voor het verleenen der amnestie.

VRAAG.

« Moet de leeftijd van 30 en 33 jaar, voorzien bij artikel 2, worden berekend met, als grondslag, den datum van het in werking treden der wet of van het verlopen der termijnen voorzien bij artikel 3? »

ANTWOORD.

« In de wet van 31 December 1900 kwam dezelfde tekst voor; hij gaf nooit aanleiding tot verschillende verklaring. Het staat vast dat de leeftijd van 30 of 33 jaar, voorzien bij artikel 2, bereikt moet zijn op het oogenblik waarop de belanghebbende het voordeel der wet tot verleening van amnestie kan genieten.

» Dit punt wordt nader toegelicht in de onderrichting die de toepassing der wet regelt. »

Anderdeels, wat betreft de slotalinea van artikel 2, stelde uwe Commissie de vraag, of er geen rekening diende te worden gehouden met den bijzonderen toestand der klas van 1897.

De militairen, die deel uitmaken van dit contingent, zullen met verlof vertrekken op 30 September 1910, met andere woorden, vóór het eindigen van het tijdsverloop binnen welk tal van deserteurs zich nog kunnen onderwerpen. Is het niet overdreven, voor hen de amnestie aan dienstverplichtingen te onderschikken?

Daarover ondervraagd, zond de heer Minister van Oorlog aan den verslaggever der Commissie den volgende brief :

« Brussel, 9 Februari 1910.

» *Aan den heer Carton de Wiart, lid van de Kamer der Volksvertegenwoordigers,*

» WAARDE HEER VOLKSVERTEGENWOORDIGER,

» Gij hebt mij gevraagd, in een brief op den rand dezes vermeld, of geen amnestie van rechtswege diende te worden verleend aan gedeserteerde militairen, behorende tot het contingent van 1897 of daarbij ingelijfd.

» Ik heb de eer u te melden, Waarde Heer Volksvertegenwoordiger, dat het wetsontwerp tot verleening van amnestie het voordeel van amnestie van rechtswege beperkt tot het contingent van 1896, omdat deze militieklas met verlof vertrokken is sedert 30 September laatstleden.

» Overwegende, echter, dat, van af het tijdstip, waarop de wet tot verleening van amnestie zal afgekondigd worden, tot den dag waarop het contingent van 1897 met verlof zal vertrokken zijn, slechts zes maanden zullen verlopen en een zelfde termijn toegestaan wordt aan de deserteurs, die een aan België grenzend land bewonen, om zich te onderwerpen, zoo heb ik er geen bezwaar tegen dat, door middel van een amendement, amnestie verleend wordt van rechtswege (zonder formaliteit van hunnentwege), aan de militairen van het contingent van 1897 of daarbij ingelijfd.

» Maatregelen van bestuurlijken aard zouden het verlof regelen van de militairen dezer klasse, aan wie amnestie wordt verleend.

» Aanvaard, Waarde Heer Volksvertegenwoordiger, de verzekering mijner hoogachting.

» *De Minister van Oorlog,*

» J. HELLEBAUT. »

Uwe Commissie was gelukkig akte te nemen van dit antwoord. Zij aarzelt dus niet u voor te stellen, de slotbepaling van artikel 2 in dien zin te wijzigen door middel van een amendement.

* * *

De artikelen 3, 4 en 5 bedoelen de verklaringen van onderwerping, af te leggen door de belanghebbenden, die niet van rechtswege kwijtschelding zullen bekomen. De bijzonderste bezwaren bij de toepassing, waartoe deze formaliteiten zouden kunnen aanleiding geven, werden behandeld en uit den weg geruimd bij het voorbereiden en bespreken van de wet van 1900.

Artikel 6 bepaalt :

1^o Andere dan de bij artikel 2 bedoelde wederspanningen en achterblijvers moeten hun tijd van werkelijken dienst uitdoen en worden, in het opzicht der verloven, met de dienstplichtigen gelijkgesteld ;

2^o Andere dan de bij artikel 2 bedoelde deserteurs moeten hun tijd van werkelijken dienst voortzetten of dezen hernemen waar hij onderbroken werd ; zij zullen verder behandeld worden als de manschappen van het contingent waarvan zij deel uitmaken of waarbij zij gevoegd zijn.

Echter zullen niet in werkelijken dienst gehouden worden :

1^o De vrijwilligers van beroep (oud stelsel), die gehuwd zijn of weduwnaar met kind, wanneer de termijn, voor welken zij dienst namen, is afgelopen, zonder aftrek van den duur hunner afwezigheid ;

2^o De militairen behorende tot of gevoegd bij een militiecontingent dat in het werkelijk leger de acht jaren dienst heeft vervuld, voorzien door artikel 2 der militiewet.

Deze belanghebbenden, zegt het ontwerp, kunnen niet in werkelijken dienst gehouden worden.

Principieel zijn die uitzonderingen licht te rechtvaardigen.

Uwe Commissie heeft zich zelfs afgevraagd of zij niet verder uitgebreid konden worden. Uwe Commissie voor verzoekschriften onderzoekt een verzoekschrift van zekeren heer X..., geboren op 6 Augustus 1881, en die vrijwillig dienst had genomen bij het verlaten der pupillenschool, daarna gedeserteerd had op 28 December 1897 en aldus, zegt hij, om amnestie te verkrijgen, nog zes jaar zou moeten dienen — alhoewel hij gehuwd en huisvader is.

VRAAG.

« Zou een gehuwd vrijwilliger, die in 1897 deserteerde, krachtens artikel 6, alinea 4 van het ontwerp, nog gedurende zes jaar moeten dienen om het voordeel der amnestie te genieten? »

ANTWOORD.

« Dat is eene dwaling; daar bedoelde vrijwilliger zijne eerste dienstverbintenis heeft vervangen door eene dienstneming voor eenen militietermijn, die aanvang nam op 1 October 1899, behoort hij tot een contingent, reeds bij de reserve ingelijfd.

» Bijgevolg wordt artikel 6, 2^o, der ontworpen wet op hem toegepast.

» Had hij, evenwel, zijne verbintenis niet vervangen en ware hij vrijwilliger van het vroegere stelsel gebleven, dan ook bleef hij ontslagen van elke verplichting tot werkelijken dienst.

» Immers, daar hij gehuwd is en dienst nam in 1897, zou de termijn van acht jaren zijner eerste dienstneming reeds zijn afgelopen, want in dergelijk geval wordt de afwezigheid niet afgetrokken.

» De woorden : « zonder aftrekking van den duur der afwezigheid », zijn letterlijk overgenomen uit de wetten van 21 Juli 1890 (4) en 31 December 1900 (6).

» Overigens, in de onderrichtingen van het Departement van Oorlog komen bepaalde regelen voor tot toepassing van de verscheidene bepalingen der wet. »

Wij meenen echter dat de tekst van het 4^e lid, waarbij is voorzien eene uitzondering ten gunste van de vrijwilligers van beroep, die gehuwd of weduwnaar zijn met kind, kan verbeterd worden. Door de woorden : « zonder aftrekking van den duur der afwezigheid » zou het voor de belanghebbenden moeilijk kunnen zijn, de wet te verklaren. Daarom stellen wij, bij amendement, een anderen tekst voor.

Uwe Commissie hield zich ook bezig met een anderen toestand die bijzondere belangstelling verdient, namelijk met den toestand der Belgische deserteurs die dienst hebben genomen in een vreemd leger.

De toestand van deze deserteurs wordt behandeld in den volgenden brief, aan den verslaggever uwer Commissie gericht door den heer Minister van Oorlog.

Brussel, 5 Februari 1910.

Den heer Carton de Wiart, lid van de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

« MIJNHEER DE VOLKSVERTEGENWOORDIGER,

» Gij hebt mij gevraagd of de toepassing der bepalingen van het wetsontwerp tot verleening van amnestie, waarbij het voordeel van de straffeloosheid slechts verleend wordt mits verplichting, voor sommige deserteurs, hunnen termijn van werkelijken dienst te voltrekken, niet van aard is om moeilijkheden te verwekken voor de deserteurs die dienst namen bij eene vreemde Mogendheid, met name in het Vreemd Legioen, en, om zich met ons land in regel te stellen, volgens u, het vreemd korps, waarbij zij zijn ingelijfd, op onwettige wijze zouden moeten verlaten.

» Ik heb de eer u te laten weten, Mijnheer de Volksvertegenwoordiger, dat de deserteurs, die zich in dien bijzonderen toestand bevinden en binnen den voorschreven termijn hunne onderwerping doen, het voordeel der amnestie zullen genieten, evenals wanneer de wet van 3 December 1900 werd toegepast, mits zij, *bij voorkomend geval*, hunnen werkelijken dienst voortzetten waar hij onderbroken werd, *uiterlijk drie maanden na verloop van hunnen tegenwoordigen dienst bij een vreemd korps*.

» Toen de vorige amnestiewet werd toegepast, kwamen talrijke gevallen van dien aard voor : over den toestand van al de belanghebbenden werd in bedoelden zin uitspraak gedaan.

» Aanvaard, Mijnheer de Volksvertegenwoordiger, de betuiging mijner hoogachting.

» *De Minister van Oorlog,*

» J. HELLERBAUT.

De brief van den Minister laat echter eene moeilijkheid onverlet, waarover wij graag inlichtingen zouden willen bekomen.

Er werd ons gezegd dat Belgische deserteurs, die in een vreemd land dienst hebben genomen, een groot nadeel zouden ondergaan, moesten zij naar België terugkeeren bij het eindigen van hunne dienstneming in een vreemd korps. Zij zouden, immers, uit dien hoofde moeten afzien van het vooruitzicht eener loopbaan in een vreemd leger, waar sommigen onder hen reeds een graad bekleeden.

De heer Minister van Oorlog, daarover ondervraagd, was zoo goed, ons de volgende bijkomende nota te laten geworden :

BIJKOMENDE NOTA.

« Door de verklaring dat een deserteur, die in dienst is bij een vreemd land en zijne onderwerping deed binnen den voorschreven termijn, tot het voordeel der amnestiewet zal worden toegelaten, indien hij bij zijn korps terugkeert drie maanden na het verloop van zijnen dienst in het buitenland, bedoelde men : drie maanden na verloop zijner militaire verplichtingen in den vreemde, *welke ook de aard van deze verplichtingen zij*.

» Het spreekt vanzelf dat, indien de militieklas, waartoe behoort een deserteur die in den vreemde dient, tot de reserve overgaat binnen drie maanden na de ontheffing van den belanghebbende van zijnen dienst in het buitenland, hij niet meer zal verplicht zijn bij zijn korps terug te keeren.

» Hetzelfde geldt voor een vrijwilliger van het vroegere stelsel, die den leeftijd van dertig jaar zal bereiken in den loop der drie maanden volgende op zijne ontheffing van den dienst in den vreemde.

» Wat betreft de achterblijvers en de wederspannigen, de tekst der wet, die hen aanbelangt, is de herhaling van n^o 2^o, artikel 2, der wet van 31 December 1900.

» Manschappen van die categorieën zijn niet meer verplicht tot werkelijken dienst, indien zij den leeftijd van drie en dertig jaar hebben bereikt vóór het verloop van de bij artikel 5 bedoelde termijnen.

» 't Is in dien zin dat de wet van 1900 werd toegepast en de nieuwe wet eveneens zal toegepast worden.

» In de onderrichtingen voor het toepassen der wet zullen dienaangaande duidelijke voorschriften voorkomen. »

Uwe Commissie acht het raadzaam, die uitzondering te bekrachtigen door eene uitdrukkelijke bepaling die zij voorstelt, aan het ontwerp toe te voegen bij wijze van amendement op artikel 6. Dank zij deze bepaling, zal het onmogelijk zijn, de belanghebbenden vervallen te verklaren van het voordeel der amnestie. In elk geval zal zij voor nuttig gevolg hebben, aan de belanghebbenden te doen kennen welke hun toestand is tegenover de wet.

*
* *

De artikelen 7, 8 en 9 gaven geen aanleiding tot aanmerkingen.

Bij artikel 10 stelde uwe Commissie de vraag, of het niet behoorde artikel 13 van het Militaire Strafwetboek te wijzigen.

VRAAG.

« Behoort het niet, bij artikel 10, na de woorden « van artikel 99 der wet op de militie » in te lassen de woorden « alsmede van artikel 13 van het Militaire Strafwetboek »? »

ANTWOORD.

« Artikel 13 van het Militaire Strafwetboek bedoelt uitsluitend de dienstverlengingen uit hoofde van veroordeelingen krachtens gezegd wetboek uitgesproken, terwijl de tekst van artikel 99 van de wet op de militie — die, overigens, later dan voornoemd wetboek tot stand kwam — algemeen is en bedoelt de veroordeelingen, krachtens het Militaire Strafwetboek uitgesproken, evenals de veroordeelingen opgelegd krachtens het gewone Strafwetboek.

» Daarom schijnt het overtollig, artikel 13 van het Militaire Strafwetboek te vermelden in de amnestiewet. »

Naar aanleiding van artikel 10 werd nog eene andere vraag gesteld.

VRAAG.

« Kan de woordelijke toepassing van artikel 10 niet voor gevolg hebben dat voorloopig in hechtenis genomen militairen die, bij toepassing van artikel 10, niet meer tot het leger zouden behooren, en naar de gewone rechtbanken zouden worden verwezen, op die wijze zouden beroofd worden van het recht om, ingeval van veroordeeling, hun voorarrest te doen gelden? »

ANTWOORD.

« Artikel 10 heeft enkel ten doel, bij de reserve (na acht jaar) in te lijven of met verlof naar huis te zenden (na dertien jaar), te gelijker tijd als hunne militieklass, de militairen die om 't even welk misdrijf — buiten desertie — werden veroordeeld of die, thans terechtstaande wegens een dier misdrijven, later zouden worden veroordeeld. Die bepaling kan echter geen invloed hebben noch op het volbrengen van den werkelijken diensttermijn die aan de militairen is opgelegd door de artikelen 85 of 100 der wet, noch op het volbrengen der mogelijke straf, daar de genade, door artikel 10 gehuldigd, in elk geval slechts van toepassing is *na uitspraak van de veroordeeling*. Bijgevolg kan de zaak, reeds door de bevoegde rechtbank onderzocht, haar niet worden onttrokken.

» Kortom, artikel 10 heeft slechts ten doel, den duur van den dienst bij het werkend leger (8 jaar) of bij de reserve (13 jaar) niet te verlengen voor mannen die voor een minder misdrijf dan desertie werden veroordeeld, terwijl de deserteurs, die amnestie genieten, bij de reserve zullen worden ingelijfd of met verlof naar huis worden gezonden te gelijker tijd als de manschappen van hun contingent. »

Uit dit antwoord blijkt, dat de veroordeelden of betichten, bij artikel 10 bedoeld, zullen ontslagen zijn van de dienstverlenging die, volgens de gewone regelen, het gevolg is van hunne opsluiting.

Artikel 11 komt voor als een logisch gevolg van de wet van 14 December 1909, daar het de vrijstelling of ontheffing, die de broeders van een wederspanning, achterblijver of deserteur zouden kunnen doen gelden, slechts vergunt mits de manschappen, die amnestie genieten, er in toestemmen den termijn van werkelijken dienst, bij de artikelen 85 of 100 van de militiewet voorzien, te voltrekken of dien termijn hebben voltrokken. Zij, die door de amnestiewet worden ontslagen van den werkelijken dienst, ontslagen daardoor, eenvoudig en volkomen, hunne broeders.

Uwe Commissie vroeg aan de Regeering of het niet behoorde, artikel 12 van het ontwerp te doen wegvallen, als zijnde nutteloos.

ANTWOORD.

« Die bepaling werd overgenomen uit de vroegere wetten van 1880 (artikel 5), van 1890 (artikel 5) en van 1900 (artikel 8).

» Zij schijnt noodig te zijn, omdat zij bij n^r 2^o duidelijk bepaalt dat na de termijnen, welke zijn verleend om hunne onderwerping te doen, de deserteurs, die opnieuw in werkelijken dienst moeten treden, een nieuwe termijn van 3 maanden bekomen om deze verplichting na te leven. »

Uwe Commissie vereenigde zich met deze redenen. Ten onrechte zegt men echter dat zij, die niet voldoen aan de vereichten gesteld voor de amnestie, « het voordeel dezer wet zullen *verbeuren* ». Werkelijk zullen zij dit voordeel nooit hebben bekomen. Om deze reden stellen wij voor, het eerste lid te wijzigen.

De artikelen 13 en 14 werden zonder aanmerkingen aangenomen.

Uwe Commissie heeft de eer, Mijne Heeren, onder voorbehoud der vier amendementen die wij meenen te hebben gerechtvaardigd in den loop van dit verslag, u voor te stellen, het ontwerp tot amnestie aan te nemen, en u te verzoeken het spoedig in behandeling te willen nemen.

De Verslaggever,

H. CARTON DE WIART.

De Voorzitter,

B^{on} G. SNOY.



Amendements présentés par
la Commission

ART. 2.

Rédiger ainsi l'alinéa final :

3° Les militaires des différentes catégories qui font partie des contingents de milice de 1897 et des années antérieures.

ART. 6.

I. — Rédiger ainsi l'alinéa 4 :

1° Les volontaires de carrière (ancien régime), mariés ou veufs avec enfant, si le terme *pour lequel ils se sont engagés* est expiré, sans qu'il y ait lieu de tenir compte de la durée de leur présence ou de leur absence au corps.

II. — Ajouter un alinéa final ainsi rédigé :

Les réfractaires, retardataires et déserteurs au service d'un pays étranger et qui feront leur soumission dans les délais prescrits, seront admis au bénéfice de la loi d'amnistie. Toutefois, ils devront rejoindre leur corps trois mois au plus tard après l'expiration de leurs obligations de service militaire à l'étranger, quelle qu'en soit la nature.

ART. 12.

Rédiger ainsi l'alinéa 1 :

Ne seront pas admis au bénéfice de la présente loi :

Amendementen, door de Commissie
voorgesteld.

ART. 2.

De slotalinea aldus te doen luiden :

3° Aan de militairen der onderscheidene categorieën deel uitmakende van de contingenten van 1897 en vroegere jaren.

ART. 6.

I. Het 4° lid aldus te doen luiden :

1° De vrijwilligers van beroep (oud stelsel), die gehuwd zijn of weduwnaar met kind, indien de termijn, voor welken zij dienst namen, is afgelopen, zonder dat het noodig zij den duur van hunne aanwezigheid of van hunne afwezigheid bij het korps in aanmerking te nemen.

II. De volgende slotalinea toe te voegen :

De wederspannigen, de achterblijvers en de deserteurs, die in dienst zijn van een vreemd land en die zich onderwerpen binnen den bepaalden termijn, genieten de weldadigheid der amnestiewet. Zij moeten echter hun korps vervoegen uiterlijk drie maanden na afloop van hunne verbintenis van militairen dienst in den vreemde, van welken aard ook deze moge zijn. »

ART. 12.

Het 1^{ste} lid aldus te doen luiden :

Worden niet toegelaten tot de weldaden van deze wet